

Forces. Les autres bases militaires utilisées pour la formation du personnel navigant se trouvent à Portage la Prairie et à Winnipeg (au Manitoba) et à Moose Jaw (en Saskatchewan).

Cela revient à dire que sur les trois grandes bases de formation aérienne au Canada, deux demeurent au Manitoba. Les autres bases de formation de pilotes appartiennent au groupe opérationnel et il n'y en a jamais plus de trois dans une province donnée.

La base de Rivers est un établissement militaire depuis 1940, année où l'Aviation royale du Canada y a installé l'École de navigation aérienne n° 1. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le Centre canadien de formation de parachutistes et le Centre canadien mixte de formation de pilotes ont été établis à la base de Rivers.

La base de Gimli a été établie en 1943; on y a alors ouvert l'École n° 18 de formation de pilotes. A l'issue de la guerre, Gimli a été utilisé comme camp d'été pour les escadrilles de réserve et les cadets de l'air et, en 1950, l'École n° 2 de formation de pilotes y était organisée. A Gimli, la formation supérieure des pilotes est donnée par l'École n° 1 de formation de pilotes des Forces canadiennes, qui sera transférée à la base de Cold Lake, en Alberta, où des installations existent déjà.

#### LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CANADA ET LE TIERS-MONDE

(Suite de la p. 2)

de tâche que doivent accomplir les pays en voie de développement et qui consiste à accroître le rythme de croissance de leurs économies respectives. L'aide canadienne au développement ne consiste pas à distribuer des cadeaux au hasard mais plutôt à travailler la main dans la main avec les pays en voie de développement à l'oeuvre de leur croissance économique et ce pour le plus grand bien de tous.

Il peut y avoir et il y a effectivement des conflits entre les divers thèmes de notre politique; le Gouvernement est forcé de faire des choix difficiles. La possibilité d'un conflit entre la croissance économique et l'harmonie du milieu naturel en est un exemple manifeste et d'actualité. Je n'ai pas besoin d'insister là-dessus. L'expansion de l'industrie crée les emplois et la prospérité. Elle peut aussi polluer l'air, le sol et l'eau. Le Canada et tous les autres pays techniquement avancés doivent aujourd'hui prendre des décisions pénibles dans ce domaine. Il en est de même des pays en voie de développement à mesure que leurs économies progressent. J'ose espérer que nous sommes prêts à relever le défi et à prendre les décisions pénibles qui s'imposent.

#### L'APARTHEID

Le Canada condamne sans réserve l'*apartheid*. Chaque fois que la question est soulevée aux Nations Unies, nous appuyons davantage le point de vue des

états de l'Afrique noire que ne le fait aucun autre gouvernement occidental; ces états le reconnaissent d'ailleurs. Nous avons respecté les termes des résolutions adoptées par les Nations Unies sur la vente d'armes à l'Afrique du Sud. Nous fournissons une aide considérable et croissante pour le développement des pays qui sont voisins de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie. Nous resserrons nos liens diplomatiques avec ces pays. La société Polymer a entrepris de se débarrasser des modestes placements qu'elle possède en Afrique du Sud. Nous observons strictement l'embargo commercial décrété par les Nations Unies contre le régime illégal de la Rhodésie. Nous avons pris l'initiative de manifester à la Grande-Bretagne le souci que nous inspire la reprise de ses ventes d'armes à l'Afrique du Sud.

D'aucuns ont soutenu que le Canada devrait aussi cesser ou diminuer ses relations commerciales avec l'Afrique du Sud parce que ce pays pratique l'*apartheid*. Je crois pour ma part que cette opinion est contestable. En principe, et exception faite des sanctions approuvées par les Nations Unies, le Canada ne refuse pas d'entretenir des relations commerciales avec les pays dont il désapprouve l'idéologie politique ou le comportement. De temps en temps des Canadiens et des étrangers qui n'aiment pas les régimes actuels de Cuba, de la Chine et de l'Union soviétique nous ont fortement invités à rompre ces relations, mais nous n'avons pas suivi leurs conseils. Nous avons même favorisé le commerce avec ces pays, parce que nous y voyons un moyen d'améliorer les relations entre nos populations respectives. Il semble bien, d'ailleurs, que la plupart des Canadiens approuvent cette ligne de conduite du Gouvernement.

Le fond de la question consiste à savoir à quoi tend la rupture des liens commerciaux. Que recherche-t-on? La modification de la politique du Gouvernement sud-africain? Dans ce cas, il faudrait donner à l'embargo beaucoup d'ampleur pour qu'il ait quelque efficacité et rien n'indique qu'un embargo recevrait l'entier appui des principaux pays commerçants.

Veut-on punir le Gouvernement sud-africain ou la minorité de race blanche? Je suis enclin à penser que les plus durement atteints seraient les membres de la majorité noire du pays, qui font presque tout le travail de production des biens à exporter.

S'agit-il de satisfaire nos propres besoins émotifs et d'exprimer la répugnance que nous inspire l'*apartheid*? Si tel est le cas, je crois qu'il faut envisager cette satisfaction émotive en regard des autres facteurs que j'ai mentionnés. Ce n'est pas là manquer de coeur ni faire passer les intérêts pécuniaires avant les principes. Notre embargo contre les envois d'armes montre bien que le Canada ne donne pas la priorité aux affaires d'argent. Quant à savoir si le Canada devrait interrompre ou seulement diminuer son commerce des marchandises pacifiques avec l'Afrique du Sud, c'est une proposition qu'il faut examiner avec honnêteté et franchise, en songeant non seulement à nos propres intérêts mais à ceux des groupes